

Table des matières

<i>Sommaire</i>	7
<i>Remerciements</i>	11
<i>Avant-propos</i>	13
par Cédric GLINEUR	
<i>« Concurrents quand c'est la règle, coopératifs quand c'est possible, adversaires quand il le faut ? » À propos des droits (publics économiques) « du monde d'après »</i>	19
par Fabien BOTTINI	

Partie I

Les faiblesses du droit d'avant face à la montée des périls

<i>Un monde d'après à la croisée des chemins</i>	25
par Jean-Paul LECOQ	
<i>Le double défi fiscal du « droit public économique du monde d'après »</i>	33
par Michel BOUVIER	
I. Juguler la fraude et l'évasion fiscales.....	35
II. Inventer un nouveau modèle fiscal	36
<i>La transition écologique face à la transition technologique ...</i>	39
par Lucien CASTEX	
I. Le monde d'avant ou parler de transitions au pluriel.....	39
A. Internet réalise cette écriture spéculaire entre média et medium, village global, réseau de réseaux.....	40
B. Internet n'est pas achevé, ni plus n'est-il acquis.....	41

C. Internet est ce pharmakon, à la fois le mal et le remède à ce mal.....	41
II. D'une transition à l'autre.....	42
A. À quelques années de l'échéance de l'agenda des Nations Unies pour 2030, la transition numérique se conjugue au futur environnemental	42
B. L'empreinte environnementale du numérique est un sujet émergent tout autant qu'une question polémique.....	43
 <i>« Perspectives historiques sur la protection des données personnelles »</i>	45
par Élodie CRETEAU	
I. La protection des données personnelles face aux autorités publiques.....	48
A. Une aspiration constante	48
B. Des moyens d'exécution renouvelés.....	49
II. Les nouveaux enjeux de la protection des données personnelles.....	50
A. La généralisation de la protection des données	50
B. La protection des données personnelles face aux personnes de droit privé	51
 <i>La régulation de l'économie numérique : l'émergence d'un droit des plateformes ?</i>	53
par Arnaud SEE	
I. L'objet commun du droit des plateformes : les notions de plateforme numérique.....	58
II. La spécificité des règles applicables aux plateformes.....	60
A. L'adaptation du droit du marché aux plateformes structurantes.....	60
B. Le développement de règles propres aux plateformes.....	61
1. Les obligations de transparence et loyauté.....	62
2. La participation à la lutte contre les contenus illicites.....	62
III. L'originalité de la méthode de régulation des plateformes.....	64
A. Une régulation asymétrique <i>ex ante</i>	64
B. Une co-régulation problématique.....	65
 <i>Les aides publiques économiques : stade suprême du désengagement de l'État dans l'économie ?</i>	69
par Denis JOUVE	
I. Les aides publiques économiques de crise : une forme de désengagement.....	72
A. Un désengagement par la contrainte du droit des aides d'État.....	72
B. Un désengagement par la mise en œuvre de l'outil « aide ».....	74
II. Le plan de relance : le retour de l'intervention de l'État ?.....	76
A. La volonté de faire des aides un outil d'orientation de l'économie.....	76
B. Les faiblesses du plan de relance.....	78

« <i>Ecolonomy</i> » is the missing policy to face the climate challenge.....	81
par Interview de Steve CHARNOVITZ	

Partie II

Les incertitudes liées aux résistances face au changement de paradigme juridique

<i>L'assouplissement du cadre européen</i>	93
par Sébastien BERNARD	
I. La réalité de l'assouplissement du cadre européen	93
II. La précarité de l'assouplissement du cadre européen.....	96
<i>Retour à la Pyramide ?</i>	
<i>Brèves remarques sur la reconfiguration en cours de la liberté de choix des modes de gestion des services publics</i>	
par Léo VANIER	
I. Autorité vs marché ?.....	102
II. L'autorité du marché.....	104
III. Le marché de l'autorité.....	107
<i>Quelle place pour le contrôle juridictionnel des gestions publiques ?</i>	109
par Christian MICHAUT	
I. La suppression de la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics.....	110
II. Du côté des ordonnateurs : quoi de nouveau ?	112
<i>La mobilisation du droit des assurances par l'État dans l'affrontement du défi climatique</i>	115
par Rodolphe BIGOT, Amandine CAYOL	
I. L'État, régulateur de l'assurance privée	118
A. Le choix de la contrainte : les garanties obligatoires	119
B. Le choix de l'incitation : subventions et perte d'indemnisation publique.....	121
II. L'État, garant des événements extrêmes.....	123
A. Le transfert d'une partie du risque de l'assurance privée à la solidarité nationale.....	124
B. Le basculement d'une intervention de l'État vers l'initiative privée.....	125

<i>L'École est finie (à propos de la suppression de l'ENA)</i>	129
par Guy QUINTANE	
I. La montée et les justifications de la critique de l'École	130
A. La montée de la critique	130
B. Des prétextes aux vraies raisons	133
II. Une transformation qui préparait une dissolution aux conséquences mal mesurées	135
A. Une transformation de plus en plus profonde	136
B. Des conséquences aux impacts mal mesurés	141
 <i>La constitution économique du « monde d'après »</i>	145
par Alexis LE QUINIO	
 <i>La jurisprudence « écolomique » du Conseil constitutionnel...</i>	155
par Maxime CHARITÉ	
I. Le contrôle « écolomique » de constitutionnalité	159
II. La décision « écolomique » de constitutionnalité	164
 <i>Le verdissement du droit public financier : réalité et marges de progression</i>	167
par Émilie MOYSAN	
I. Le verdissement du droit public financier : une structuration manifeste ...	170
II. Le verdissement du droit public financier : une structuration à consolider..	174

Partie III

Quelles analyses prospectives des signaux faibles d'évolution du droit positif ?

<i>Le devenir du patriotisme économique</i>	181
par Jacques CHEVALLIER	
I. La consolidation de l'indépendance économique	183
A. L'impératif de relocalisations	184
B. Le renforcement du contrôle des investissements étrangers	186
II. La stratégie de développement économique	188
A. Le défi de la compétitivité	189
B. Le pari de l'innovation	191
 <i>Transition écologique et souveraineté économique</i>	195
par Gilles LEBRETON	
I. La transition écologique, instrument de la souveraineté économique de la France	196
A. Un instrument de revivification des institutions nationales	196
B. Le développement de nouvelles politiques nationales	197
II. La transition écologique, instrument de soumission accrue de la France à l'Union européenne	200

A. L'imbrication des pouvoirs de la France et de l'Union européenne.....	200
B. La substitution des pouvoirs de l'Union européenne à ceux de la France.....	202
<i>Concept d'économie sociale de marché et environnement durable dans l'Union européenne</i>	205
par Laurence POTVIN-SOLIS	
I. L'interaction entre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux sur le marché.....	208
A. Les mutations possibles de l'équilibre recherché dans l'articulation entre les activités économiques, sociales et environnementales sur le marché.....	208
B. La confortation d'un niveau européen de protection autonome des intérêts économiques, sociaux et environnementaux sur le marché.....	212
II. Les perspectives de la conciliation des intérêts économiques, sociaux et environnementaux sur le marché.....	216
A. L'enrichissement des motifs sociaux et environnementaux dérogoatoires aux libertés économiques.....	217
B. Une certaine dynamique de progrès initiée par le législateur, le dialogue social et le juge de l'Union.....	221
<i>Plaidoyer pour un nouveau pacte politique, social, économique et écologiste (écolonomique) européen</i>	227
par Michel BRUNO	
I. Les raisons de construire un nouveau projet en faveur de l'Union européenne.....	228
A. La poursuite d'un objectif humaniste fédéraliste.....	228
B. L'impasse européenne actuelle	230
II. Les conditions d'une nouvelle alliance avec les citoyens européens et entre les États membres.....	232
A. Un projet fédéral humaniste.....	232
B. Un projet fédéral institutionnellement novateur.....	234
<i>Transports et développement durable : un laboratoire d'expérimentation du monde d'après ?</i>	237
par Aurore LAGET-ANNAMAYER	
I. Développement durable et transports : une articulation pertinente entre des objectifs <i>a priori</i> contradictoires ?	239
A. La percée progressive de l'objectif de développement durable dans le secteur des transports	239
B. L'accélération de la transition vers des transports durables : l'urgence climatique.....	240
II. Les instruments du transport durable, illustration d'un renouvellement des méthodes du droit public économique ?.....	242
A. Des instruments de police administrative aux effets limités	242
B. La place privilégiée des instruments économiques	245

III. Vers une approche globale de la mobilité durable.....	248
A. L'intermodalité comme solution d'avenir	248
B. La mobilité urbaine durable comme force motrice du changement....	249

Commande publique : une remise en cause du primat concurrentiel ?

253

par Mathias AMILHAT

I. Un primat tempéré <i>de jure</i>	256
A. Un tempérament mesuré au niveau des principes	256
B. Un tempérament explicite par les règles procédurales.....	258
II. Un primat potentiellement menacé <i>de facto</i>	260
A. La volonté politique.....	260
B. L'ingéniosité de l'achat	262

L'État pilote est mort, vive le dirigisme coopératif ?.....

265

par Raphaël RENEAU

I. Un dirigisme coopératif justifié par l'argument d'efficacité du réalisme pragmatiste	274
A. Un dirigisme coopératif <i>a priori</i> soluble dans la pensée de Walter Lippmann	275
B. Un dirigisme coopératif <i>in fine</i> incomplet selon la pensée de John Dewey	277
II. Un dirigisme coopératif fondé sur l'argument de légitimité du procéduralisme épistémique	281
A. Les potentialités de l'argument de légitimité tiré du procéduralisme épistémique	282
B. Les limites de l'argument de légitimité tiré du procéduralisme épistémique	284

Vers un État post-néo-libéral ?

Contribution à une analyse des évolutions récentes de la figure de l'État en France et du droit public économique.....

287

par Philippe ALCOUFFE

I. De la montée en puissance d'un droit public économique témoignant de la persistance d'un État « régulateur », « concurrentiel », « compétitif » et « performant » ?	288
A. Un droit de la commande publique instrumentalisé au service de la transition écologique ?	289
B. Une responsabilité sociétale des entreprises en soutien d'une action publique économique augmentée ?	291
C. Une évaluation de plus en plus régulée de l'action publique économique ?	295
II. De la persistance d'un droit public économique témoignant de la renaissance d'un État « interventionniste », « protecteur » et « patriote », « participatif » et « solidariste » ?	296
A. Le retour d'un État « interventionniste » ?	297

B. Le retour d'un État « protecteur » et « patriote »	301
C. Le renouveau d'un État « participatif » et « solidariste ».....	304

Partie IV

Allocution de clôture

<i>Vers un troisième âge de l'ordre public ?</i>	
<i>Réflexions sur la possible substitution d'un ordre public</i>	
<i>« écolomique » aux ordres publics économique et politique</i>	
<i>hérités de 1980 et 1789</i>	315
par Fabien BOTTINI	
Temps I : Le changement annoncé de la finalité assignée	
au droit applicable	318
Temps II : La réinterprétation progressive des règles héritées	
du paradigme antérieur.....	320
Temps III : L'apparition explicite des nouvelles normes de référence	
ou techniques juridiques consubstantielles au nouveau paradigme.....	324